

Maître d'ouvrage

A l'attention de Inès MOKADDEM
Ministère de la justice
1 Quai de la Corse 75181 PARIS

RAPPORT INITIAL DE CONTRÔLE TECHNIQUE

RICT Indice 0 - 1 avril 2025

Objet de l'indice : 1ère émission

Réaménagement de bureaux et d'espaces d'archives et l'installation d'une ventilation dans le bâtiment B

6 rue du Palais de Justice
28000 Chartres

N° d'affaire : C-CT95-2025-20-258964

Mission : L, P1, LE, SEI, HAND, F

Responsable d'opération

Cédric GUILLOTTE
Agence Val d'Oise CT
cedric.guillotte@btp-consultants.fr





Accréditation Cofrac n°3-064 - inspection - Liste des sites et portées disponible sur www.cofrac.fr
Seules les missions L et S - Prestations d'inspection rapportées dans ce document sont couvertes par l'accréditation

Dossier d'assurance : dommages-ouvrage

Commande n° P-CT95-2025-20-258964 notifiée le 31/03/2025

Rapport établi sur la base des documents listés au paragraphe Documents examinés.

Renseignements généraux

Maîtrise d'ouvrage

Ministère de la justice

Calendrier des travaux

Délais en mois : 7.0

Date de démarrage : 03/12/2023

Cadre Réglementaire

Documents examinés

- Plans démolition
- Plans projet
- Notice de sécurité
- Notice d'accessibilité et Demande de dérogation d'accessibilité
- CCTP lot 1 à 4
- Plans elec/CVC
- Notice CVC élec



Evaluation des documents examinés

Description sommaire du programme des travaux et des objets contrôlés

Les travaux prévoient la réfection d'un ERP de 5ème catégorie de type W. L'établissement est composé d'un SS/RDC/R+1/R+2.

Les charges d'exploitation et permanentes ne sont pas modifiées dans le cadre du projet
Les travaux prévoient la réfection de l'ensemble des corps d'état secondaire avec des travaux très ponctuels concernant la structure béton/charpente et couverture.

Concernant la sécurité incendie, l'établissement est un très petit établissement avec un effectif inférieur à 19 personnes. Le public a accès uniquement au RDC et R+1. Un local à risques particulier est prévu au sous-sol. Il est prévu un seul dégagement de 2 UP, un éclairage de sécurité par blocs autonomes et une alarme de type 4 avec flash lumineux. Les personnes en fauteuil roulant n'ayant pas accès au R+1, l'évacuation des PMR se fait en libre autonomie.

Concernant l'accessibilité, l'établissement est existant. L'absence d'accès au R+1 aux personnes en fauteuil roulant est demandé par dérogation cependant toutes les prestations sont peut être disponibles au RDC (à faire confirmer par la maîtrise d'ouvrage).

Les locaux concernés par les travaux seront soumis principalement aux dispositions suivantes :

Code du Travail (Décret n° 2010-1017 daté du 30 août 2010 pour ce qui concerne les installations électriques)

NFC 15-100

Arrêté modifié du 22 juin 1990 du CCH (sécurité incendie ERP)

Arrêté modifié du 8 décembre 2014 du CCH (accessibilité ERP)

Arrêté du 27 juin 1994 modifié (accessibilité code du travail)

DTU, Eurocodes et règles de l'art



Récapitulatif des observations

Notre évaluation des documents détaillés au § "Documents examinés" appelle les observations ci-dessous:

S Avis n° RICT-0-1

Tous les ouvrages

Mission(s) : L

Les ardoises devront être certifiées NF EN 12326-1. Nous envoyer la certification en début de travaux

S Avis n° RICT-0-2

Tous les ouvrages

Mission(s) : P1

Les cloisons en simple BA13 au sein des circulations et parties communes sont interdites (autorisé dans les bureaux privatifs). Prévoir un BA13 HD ou de la 98/48 par exemple.

S Avis n° RICT-0-3

Tous les ouvrages

Mission(s) : P1

Préciser le classement UPEC dans le CCTP

S Avis n° RICT-0-4

Tous les ouvrages

Mission(s) : LE

Au vu des percements prévus dans les structures bétons, un renforcement sera nécessaire (bien prévu au CCTP). Nous envoyer les plans du BET structure.

S Avis n° RICT-0-5

locaux à risques particuliers

Mission(s) : SEI

Il conviendra de s'assurer que le plancher haut des locaux à risques particulier est bien coupe feu 1 heure et que l'ensemble des structure des locaux présentent une stabilité 1 heure.



S Avis n° RICT-0-6

Dégagements

Mission(s) : SEI

Les travaux prévoient l'aggravation des culs de sac existants (bureaux 010 a et 010b). A modifier

S Avis n° RICT-0-7

locaux à risques particuliers

Mission(s) : SEI

La surface totale du local en sous-sol devra être absolument inférieure à 100 m² pour éviter le désenfumage. Des recoupements coupe feu 1 heure peuvent être mis en oeuvre.

S Avis n° RICT-0-8

Installations électriques

Mission(s) : SEI

Concernant les installations électriques, il conviendra de nous fournir :

- Les notes de calculs des tableaux
- Les schémas électriques
- Les certificats NF EN 60-598 des luminaires
- Les plans d'implantation des blocs BAES (A revoir avec nous)

S Avis n° RICT-0-9

cheminement extérieur

Mission(s) : HAND

Absence d'éclairage concernant le cheminement extérieure. A prévoir

Concernant le cheminement extérieur, celui-ci doit permettre l'accès des personnes depuis l'entrée de la personnel ou depuis les places de parking PMR

S Avis n° RICT-0-10

parking

Mission(s) : HAND

En cas de place de parking public, il conviendra de prévoir 2% de place PMR avec signalétique vertical et horizontal.

Nous indiquer si le traitement du parking est hors mission.



S Avis n° RICT-0-11

cheminement extérieur

Mission(s) : HAND

Aucune signalétique ne permet d'identifier le bâtiment depuis l'entrée de la parcelle. A prévoir

S Avis n° RICT-0-12

cheminement intérieur

Mission(s) : HAND

L'accès au R+1 n'est pas prévu pour les personnes en fauteuil roulant (absence d'ascenseur ou de monte-PMR). A ce titre, il conviendra d'offrir l'ensemble des prestations au niveau du RDC. A confirmer par la maîtrise d'ouvrage

Concernant la dérogation si celle-ci est maintenue, il conviendra de nous envoyer l'avis des autorités validant celle-ci.

S Avis n° RICT-0-13

salle d'attente

Mission(s) : HAND

L'aire d'absorption équivalente des revêtements et éléments absorbants devra représenter au moins 25 % de la surface au sol des espaces réservés à l'accueil/attente du public.

S Avis n° RICT-0-14

Tous les ouvrages

Mission(s) : HAND

Il conviendra de justifier l'ensemble de l'éclairage par une note d'éclairement en cours de chantier.

S Avis n° RICT-0-15

mobilier

Mission(s) : HAND



Concernant les bureaux spécifiquement prévus pour la réception des personnes en fauteuil roulant celui-ci devra être spécialement adapté :

- Hauteur maximale de 0,80 m
- Vide en partie inférieure d'au moins 0,30 m de profondeur, 0,60 m de largeur et 0,70 m de hauteur permettant le passage des pieds et des genoux
- Eclairage de 200 lux au niveau de la surface d'écriture/lecture

S Avis n° RICT-0-16

CVC

Mission(s) : F

Concernant les salles des scellés, il conviendra de nous envoyer le cahier des charges pour connaître les températures et l'hygrométrie des locaux demandés par la maîtrise d'ouvrage.

S Avis n° RICT-0-17

Tous les ouvrages

Mission(s) : F

Les PV AQC concernant l'ensemble des installations techniques seront à fournir en fin de chantier (électricité, plomberie, ventilation et chauffage). Il devront être sans réserve

S Avis n° RICT-0-18

Tous les ouvrages

Mission(s) : F

Les notes de calculs seront à fournir en début de chantier



Détails des missions

L: Avis sur les dispositions relatives à la solidité des ouvrages

L-1: Ouvrages de réseaux divers et de voirie	HM
L-2: Ouvrages de fondation	HM
L-3: Ouvrages d'ossature	F
L-4: Façades – Menuiseries Extérieures	HM
L-5: Couvert	S
L-6: Éléments d'équipement indissociablement liés aux ouvrages	F

P1: Avis sur les éléments d'équipement non indissociablement liés aux ouvrages

P1-1: Cloisons et éléments de séparation verticale non porteurs	F
P1-2: Éléments de doublages intérieurs hors façades légères	S
P1-3: Revêtements de sol	S
P1-4: Revêtements muraux	F
P1-5: Revêtements de plafonds et plafonds suspendus	F
P1-6: Garde-corps, mains courantes et ouvrages de serrurerie	F
P1-7: Menuiseries intérieures	F
P1-8: Plomberie (EU, EV, EP, installations EF et EC, installations de gaz, etc.)	F
P1-9: Installations de chauffage, de ventilation ou de climatisation	F
P1-10: Électricité (courants forts et faibles)	F
P1-11: Ascenseurs, appareils élévateurs	SO
P1-12: Autres équipements dissociables	SO

LE: Avis sur les dispositions relatives à la solidité des existants

LE-1: Renseignements justificatifs et documents se rapportant aux ouvrages existants (constat d'état des lieux, résultats des études de diagnostic effectuées, etc.).	SO
LE-2: En l'absence des renseignements précités, examen visuel de l'état apparent des existants lors d'une visite du site	SO
LE-3: Solidité des parties anciennes des ouvrages concernées par la réalisation des ouvrages et éléments d'équipement neufs.	S

SEI: Mission relative à la sécurité des personnes dans les Etablissements Recevant du Public et les Immeubles de Grande Hauteur

SEI-1: Mission SEI en ERP	
---------------------------	--



SEI-1-1: Construction	
SEI-1-1-1: Conception et desserte	HM
SEI-1-1-2: Isolement par rapport aux tiers	HM
SEI-1-1-3: Résistance au feu des structures	F
SEI-1-1-4: Couvertures et façades	HM
SEI-1-1-5: Distribution intérieure	F
SEI-1-1-6: Locaux à risques particuliers d'incendie	S
SEI-1-1-7: Conduits et gaines.	F
SEI-1-1-8: Dégagements	S
SEI-1-1-9: Conception de l'évacuation des PMR	F
SEI-1-1-10: Gradins	SO
SEI-1-2: Aménagements intérieurs	F
SEI-1-3: Désenfumage	S
SEI-1-4: Chauffage, ventilation, réfrigération, climatisation, conditionnement d'air et installation d'ECS	F
SEI-1-5: Installations aux gaz combustibles et aux hydrocarbures liquéfiés.	SO
SEI-1-6: Installations électriques, Eclairage	S
SEI-1-7: Ascenseurs, escaliers mécaniques et trottoirs roulants	SO
SEI-1-8: Appareils de cuisson destinés à la restauration	SO
SEI-1-9: Moyens de secours contre l'incendie	F
SEI-1-10: Equipements divers	SO
SEI-2: Mission SEI en IGH	
SEI-2-1: Généralités	SO
SEI-2-2: Implantation, environnement, structure, enveloppe	SO
SEI-2-3: Eléments généraux de construction et aménagements intérieurs	SO
SEI-2-4: Dégagements - désenfumage	HM
SEI-2-5: Ascenseurs et monte-charges	SO
SEI-2-6: Chauffage, ventilation, conditionnement d'air et installation d'appareils de cuisson et de réchauffage destinés à la restauration	SO
SEI-2-7: Installations électriques et éclairage	SO
SEI-2-8: Moyens de secours contre l'incendie :	SO



SEI-2-9: Dispositions particulières aux diverses classes d'immeubles : SO

SEI-2-10: Equipements divers SO

HAND: Avis sur les dispositions relatives à l'accessibilité des constructions aux personnes handicapées

HAND-1: Accessibilité HABITATION SO

HAND-2: Accessibilité ERP

HAND-2-1: Cheminements extérieurs S

HAND-2-2: Stationnement S

HAND-2-3: Accès au bâtiment F

HAND-2-4: Signalisation, repérage S

HAND-2-5: Circulations intérieures (horizontales et verticales) S

HAND-2-6: Revêtements (sols, murs et plafonds) S

HAND-2-7: Équipements, dispositifs de commande, portes, portiques et sas F

HAND-2-8: Sorties F

HAND-2-9: Éclairage S

HAND-2-10: Locaux accessibles au public (sanitaires, douches, cabines, hébergement, accueil du public, caisses de paiement) S

HAND-3: Accessibilité Code du travail SO

F: Avis sur les dispositions relatives au fonctionnement des installations

F-1: Conception des installations concernées S

F-2: Documents de conception ou d'exécution des installations, mesures et essais

F-2-1: Plans de conception ou d'exécution des installations S

F-2-2: Notes de calculs justificatives du dimensionnement des installations S



Signification des avis

F

Favorable : l'examen – dans le cadre de notre mission – de l'ouvrage ou de l'élément d'équipement concerné ne relève pas d'aléas technique liés à sa conception ni à sa réalisation.

D

Défavorable : l'examen – dans le cadre de notre mission – de l'ouvrage ou de l'élément d'équipement concerné révèle l'existence d'aléas techniques liés à sa conception ou à sa réalisation.

S

Suspendu : l'examen – dans le cadre de notre mission – de l'ouvrage ou de l'élément d'équipement concerné ne peut être correctement réalisé en l'absence d'informations complémentaires permettant d'évaluer les aléas techniques s'y rapportant. La non-communication des informations manquantes conduira à la formulation d'un avis défavorable sur cet ouvrage ou cet élément d'équipement dans notre rapport final.

SO

Sans objet : l'ouvrage ou l'élément d'équipement cité n'existe pas.

HM

Hors mission : l'ouvrage ou l'élément d'équipement cité ne fait pas partie du programme des travaux visé par notre contrat de contrôle technique.



Informations à partager

Les documents suivants sont à transmettre à BTP Consultants :

Réponses aux avis suspendus
PV ou DOP des réaction au feu des revêtements intérieurs
PV feu des portes des locaux à risques particuliers
Dossier d'exécution des entreprises



Rappels de nos conditions générales d'intervention

- Le présent document regroupe les avis de BTP Consultants, formulés suite à l'examen des documents de conception, dans le cadre des missions de contrôle technique souscrites par le Maître de l'Ouvrage, conformément au § 4.2.2 de la norme NF P 03-100.
- BTP Consultants doit être systématiquement informé au préalable de tout usage de procédé relevant d'une Technique Non Courante que la maîtrise d'œuvre entend prescrire ou mettre en œuvre.
- L'emploi de procédé relevant de Techniques Non Courantes devra faire l'objet d'une déclaration préalable auprès de l'ensemble des assureurs de l'opération ; BTP Consultants doit être systématiquement informé de ces conditions d'accords et de ces conditions spéciales de souscriptions d'assurance .
- Les observations formulées dans le présent rapport ne visent que les dispositions relatives aux fonctions et/ou aux ouvrages ou éléments d'ouvrage . Ces observations concernent uniquement la phase de conception. La responsabilité de BTP consultants ne peut être recherchée pour une mauvaise conception ou exécution d'ouvrages dont les documents ne lui ont pas été transmis ou d'ouvrages utilisés pour des destinations qui ne lui ont pas été signalées.
- Les dispositions insuffisamment définies, sur lesquelles nous ne pouvons, en l'état actuel, formuler d'avis favorable, doivent faire l'objet de renseignements et justifications complémentaires.
- Les plans d'exécution et notes de calculs des ouvrages, les dossiers techniques des matériaux, matériels et procédés constructifs mis en œuvre, seront à communiquer pour avis, avant le début des travaux correspondants. Les résultats des auto-contrôles menés par les constructeurs concernant l'exécution de l'ensemble des ouvrages des différents corps d'état seront à transmettre au fur et à mesure de l'avancement du chantier.
- Les avis et observations devront être considérés comme défavorables sans justification d'une levée de réserves.
- BTP Consultants, dans le cadre de sa prestation, s'assure que les autocontrôles incombant aux entreprises – tel que rappelé à l'article 1792-1 du Code Civil – s'effectuent pendant l'exécution des travaux d'une manière satisfaisante. BTP Consultants procède, par elle-même au contrôle par sondage de l'exécution des travaux.
- Il convient de communiquer à BTP Consultants le ou les noms des personnes chargées de l'autocontrôle, notamment sur chantier, et de préciser la liste des vérifications envisagées par les entreprises ainsi que les modalités de formalisation de ces vérifications permettant de s'assurer qu'elles sont effectuées de manière satisfaisante.